

1. Édito, AG
2. Sorties, Conférences, Rencontres
Nos camarades publient
- 3 Communiqué de Presse FSU
Résultat vote S1-retraités
- 4.Appel unitaire 3 juin

S3 de Paris – 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL Cedex Tél : 08.11.11.03.81
E. Mail : s3par@snes.edu Site Internet : <http://www.paris.snes.edu>

Infos Retraités

Le 15 Mai les fonctionnaires ont manifesté pour leurs salaires et pour l'emploi.

En effet, l'INSEE confirme la baisse continue des salaires depuis 2011 et les enseignants sont les seuls de l'OCDE, à avoir vu leur salaire baisser entre 1995 et 2009.

Le gel du point d'indice depuis 2010 et son maintien jusqu'en 2017, ne fera qu'aggraver la perte de leur pouvoir d'achat et accentuera encore le manque d'attractivité des rémunérations qui porte préjudice au recrutement en détournant les jeunes des concours d'enseignants.

L'annonce du plan d'économies par le premier ministre, réparti entre les différentes sources de dépenses publiques : l'État, les collectivités territoriales, l'assurance maladie et les dépenses de protection sociale notamment les retraites qui ne seront revalorisées qu'en octobre 2015, suscite de réelles inquiétudes chez les retraité(e)s.

Inacceptable le report de la revalorisation au 1^{er} octobre 2015.

Depuis plusieurs années, la revalorisation des pensions n'a jamais suivi l'inflation réelle, car l'inflation constatée ne correspond pas à la réalité des dépenses des ménages ne prenant pas en compte les dépenses contraintes. La revalorisation des retraites avait été déjà reportée au 1^{er} octobre 2014 pour financer en partie la réforme des retraites de 2013 et pour financer le plan d'économies, le gel est prolongé. De plus la suppression de la demi-part supplémentaire aux veufs et veuves et la fiscalisation brutale de 10% pour les retraités ayant eu trois enfants vont dégrader encore plus leur pouvoir d'achat.

Inacceptable aussi le détournement, pour la deuxième année consécutive, **de la taxe de 0,3%**, sur les retraités imposables (CASA*) pour le financement de la perte d'autonomie.

Inacceptable le recul d'examiner la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement.

Les économies de l'assurance maladie vont encore rendre encore plus difficile l'accès aux soins, avec l'augmentation des coûts des mutuelles et avec les contraintes imposées à l'hôpital public.

POUR TOUTES CES RAISONS MOBILISONS-NOUS ET PARTICIPONS

AU RASSEMBLEMENT NATIONAL À PARIS LE 3 JUIN

Contre le gel des pensions et retraites

Pour l'amélioration du pouvoir d'achat

Pour une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement

Pour le développement de services publics de qualité

Robert Jacquin

*CASA : contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie

RASSEMBLEMENT NATIONAL Mardi 3 juin Place Joffre (M^o École militaire)

Pique-nique et prise de parole à partir de 11h

Manifestation 12h30

(Rassemblement derrière la sphère FSU-Île de France)

Promenade dans le Sud du 14^{ème}

Très sérieusement, ce 1^{er} avril, par une journée ensoleillée et printanière, nos collègues Dominique Thoirain et Jean-Louis Lacaze nous ont promenés sur leurs terres du Sud 14^{ème}. Ce fut d'abord un parcours dans le parc de la Cité universitaire : sur les 40ha, propriété de la Ville de Paris, ont été construits, grâce à des mécènes, notamment Deutsch de la Meurthe, des pavillons pour loger les étudiants de différents pays ; chaque bâtiment rappelle le pays concerné et des architectes de renommée internationale ont été à l'œuvre, dont Le Corbusier.

Nous avons ensuite traversé le parc Montsouris, équivalent sudiste du parc des Buttes Chaumont, construit à la même époque et dans le même style, sous l'impulsion de Napoléon III et d'Haussmann. Les spécialités locales : la fameuse station météo de Paris - Montsouris, construite à l'emplacement de l'ancien pavillon du Bardo (sur le modèle du palais beylical de Tunis) et surtout les témoins du passage du méridien zéro : la mire en haut du parc et le « clou » de la visite, celui en cuivre portant le nom d'Arago. Le soleil a aidé à apprécier les massifs fleuris, les bords du lac riches en oiseaux, les statues agrémentant les pelouses.

L'alimentation en eau de la capitale a aussi ses traces : celles de deux aqueducs, le romain alimentant Lutèce et l'aqueduc Médicis alimentant le palais du Luxembourg avec les eaux captées au sud de Paris. Nous

avons également longé l'imposant réservoir de Montsouris permettant grâce aux eaux de la Vanne et du Loing, d'assurer l'arrosage des jardins et le nettoyage des rues.

Plusieurs lieux de ce quartier populaire ont abrité des ateliers d'artistes dans de petites maisons style « campagne à Paris » ; c'est par exemple le passage de la Villa Montsouris, la rue des Thermopyles où un panneau « Attention chat en psychanalyse » nous a étonnés ; place Flora Tristan, nous avons pu voir l'ancien atelier de Giacometti. Autres traces symboliques : les lieux où ont séjourné Vladimir Ilitch Lénine (rue Marie Rose et rue Beaunier) et Missak Manouchian (rue de Plaisance).

Un petit détour nous a conduits au métro Alésia, à l'église Saint Pierre de Montrouge, riche en exvotos dédiés à Sainte Rita, patronne des cause perdues... bien éloignées de celles des syndiqués du SNES ! L'émotion fut bien plus sensible au rendez-vous de l'impasse Florimont où vécut et composa pendant une vingtaine d'années Georges Brassens, chez la « Jeanne ». Quelle belle conclusion que de chanter tous ensemble « L'auvergnat » : « *Toi l'étranger qui m'a souri lorsque les gendarmes m'ont pris...* »

Merci Dominique et Jean-Louis. Que cela incite d'autres collègues à nous proposer d'autres découvertes...

Claude Smadja

Nos camarades publient

Rester debout, La Résistance vue par ses acteurs

C'est l'ouvrage que notre collègue Yves Blondeau vient de publier aux Editions Tirésias. Militant inlassable de la Mémoire de la Résistance et de la transmission de ses valeurs, Yves Blondeau a déjà donné l'occasion à nombre d'entre nous d'apprécier ses activités dans le cadre de Ciné Histoire, de l'Aéri, de l'Advr, et surtout dans celui du remarquable rassemblement annuel réalisé au lycée Hélène Boucher où il a offert aux élèves le privilège de s'entretenir avec un nombre exceptionnel d'acteurs de l'histoire – les plus humbles côtoyant les plus prestigieux.- Après avoir apporté son expertise à Vincent Goubet dans la réalisation du film sur la Résistance intérieure « Faire quelque chose », son livre est le prolongement naturel de toute cette action et de ses rencontres dont il a voulu conserver la richesse en la partageant. Cet ouvrage constitué de 37 interviews croisées abordant les différents thèmes dans un cadre chronologique marquant l'histoire de la Résistance, rassemble des noms connus comme Serge Ravanel, Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Robert Chambeiron, Lise London, Cécile

Rol-Tanguy mais aussi des anonymes comme certains survivants du groupe Manouchian, de la 35^e Brigade de Toulouse ou des groupes FTP-MOI Carmagnole - Liberté de Lyon et de Grenoble. L'ouvrage montre les chemins qui mènent à l'engagement, la diversité des formes de résistance et aborde aussi l'unification de cette résistance dans le cadre du CNR, cas unique dans l'Europe en lutte. Il n'oublie pas aussi d'évoquer les déceptions de la Libération, ni le formidable message d'optimisme et de confiance des Résistants dans la jeunesse actuelle.

Dans la préface, Christine Lévisse-Touzé – directrice du musée Jean Moulin de Paris – reprenant les termes de Germaine Tillon dit « héritage humain inestimable pour l'histoire, le témoignage est aussi un combat ». Aujourd'hui encore, tous pensent que le combat de la Résistance n'est pas terminé. Si nous partageons cette idée, ce livre est un outil précieux à offrir à nos enfants.

Rester debout

La Résistance vue
par ses acteurs

Yves Blondeau

Préface de
Christine Lévisse-Touzé



LES ÉDITIONS DE LA UNIVERSITÉ

Editions Tirésias

Annonces gouvernementales : indignation et colère !

Le premier ministre confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires et annonce celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le « dévouement et sens du service public » des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires Les agents de la Fonction publique attendent des actes forts.

Pour une cinquième année consécutive, le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés.

C'est économiquement inefficace ! Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis.

C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires. Elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces créations.

Mais le redéploiement fragilise d'autres secteurs. C'est pourquoi la FSU rappelle l'urgence qu'il y a à créer les emplois nécessaires à leurs missions.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent. D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariats Public/ Privé. L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

La FSU portera son analyse et ses demandes lors de la rencontre, demain, avec le premier ministre en rappelant que la bonne méthode de dialogue social consiste à faire primer la concertation sur les annonces médiatiques.

Toutes les générations sont touchées par cette politique. La FSU appelle les retraités à se mobiliser largement lors de la journée du 3 juin prochain pour obtenir de meilleures conditions d'existence et défendre leur pouvoir d'achat.

Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée d'action unitaire pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.

Communiqué de presse FSU 16 avril 2014

Résultats du vote du S1 des retraités										
Inscrits	CA du S3					RA du S3				
	VOTES	blanc / Nul	Exp	UA	EE-E	blanc / Nul	Exp	Pour	Contre	Abst.
457 (-6)	291 (-2)	5 (+3)	286 (-1)	252 (-8)	34 (+7)	5 (+4)	286 (-2)	252 (-3)	9 (-2)	25 (+3)
	63,7 % (+1,3)		98,3% (-1,0)	88,1% (-2,5)	11,9% (+2,5)		98,3% (-1,4)	88,1% (-0,4)	3,1% (-0,7)	8,7% (+1,1)
	RA du S4					RF du S4				
	blanc / Nul	Exp	Pour	Contre	Abst.	blanc / Nul	Exp	P	C	Abst.
6 (+5)	285 (-3)	246 (-7)	14 (+1)	25 (+3)	6 (+4)	285 (-2)	250 (-13)	5 (+2)	30 (+9)	
	97,9% (+1,7)	86,3% (-1,5)	4,9% (+0,4)	8,8% (+1,1)		97,9% (+1,4)	87,7% (-3,9)	1,8% (+0,7)	10,5% (+3,2)	

() = variations avec vote 2012



APPEL A LA MOBILISATION DES RETRAITÉ(E)S

Alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse depuis des années, le Gouvernement entend geler les pensions jusqu'en octobre 2015. C'est INACCEPTABLE !

Trop de retraités, et particulièrement des femmes, sont en dessous du seuil de pauvreté.

Il annonce d'autres mesures « d'économies » que nous ne pouvons accepter:

- 10 milliards « d'économies » pris sur l'assurance maladie : c'est une régression évidente dans l'accès aux soins !
- 11 milliards « d'économies » sur les autres secteurs de la protection sociale.
- 18 milliards « d'économies » sur le fonctionnement de l'Etat et 11 milliards pris sur les collectivités locales : c'est une nouvelle régression des services publics qui impactera l'ensemble de la société (recul des services de proximité, des transports...).

Les réactions négatives à ce plan d'austérité ont permis un infléchissement dérisoire pour les pensions inférieures à 1 200 €. L'éventuelle revalorisation du niveau de l'inflation au 1^{er} octobre 2014 est tout à fait insuffisante et n'améliorera pas la situation des retraités concernés.

Pour nos Organisations, la retraite n'est pas un privilège ou une prestation sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées.

L'aggravation de la baisse du pouvoir d'achat des retraités ne résoudra en rien les difficultés financières des régimes de retraites, ni ne favorisera le retour de la croissance. Ce sont la création d'emplois, la revalorisation des salaires, l'égalité des salaires des femmes, l'arrêt des exonérations de cotisations, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises qui créeront les ressources nécessaires. La politique accroissant l'austérité appellera d'autres reculs, alimentera la spirale infernale de la baisse de la demande, de la récession, des suppressions d'emplois et des baisses de cotisations... Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

Depuis 1986, les réformes se sont succédé pour durcir les conditions d'obtention de la retraite et réduire le niveau des pensions : passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, décote, allongement des durées de cotisation... suppression de la demi-part supplémentaire aux veufs et veuves, fiscalisation brutale du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants ou plus et, depuis le 1^{er} avril 2013, instauration d'une taxe de 0,3% pour les retraités imposables. Cette contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) a été de plus détournée de son affectation.

Refusons toute nouvelle dégradation. Pour nos organisations, l'heure est à la mobilisation autour de ces revendications principales :

Contre le gel des pensions et retraites.

Pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités et le retour à la revalorisation annuelle des pensions et pensions de réversion.

Pour que la Loi pour l'adaptation de la société au vieillissement soit déposée dès maintenant par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale, débattue et votée.

Pour le développement de services publics de qualité, indispensables à l'ensemble des citoyens (transports, santé, etc...).

Nos organisations vous appellent à intervenir par une mobilisation la plus large, le 3 juin à PARIS